













## POLITIQUE

# L'EXAMEN DU BUDGET AU PALAIS-BOURBON

ÉDUCATION NATIONALE : l'esquisse du changement

SOLIDARITÉ NATIONALE : M. Bocquet (P.C.) proteste contre l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale

« La tâche est longue, donc il faut partir documenté. » En répondant ainsi, mardi matin 10 novembre, aux critiques émises par les députés sur l'insuffisance des moyens budgétaires dont il disposera en 1982, M. Savary, ministre de l'éducation « redoutant nationale », exprimait-il aussi une philosophie personnelle ? En reconnaissant (mais pouvait-il faire autrement ?) que l'effort de l'État n'est pas celui qu'il aurait pu-mais espéré, il a confirmé ce que les différents rapports et les députés,

« Le budget de l'éducation nationale progresse moins vite que le budget général (17,3 % contre 21,6 %) et que le premier budget de la nation » (le deuxième après celui de la défense nationale). Tout en soulignant qu'un « changement de cap » se peut effectuer du jour au lendemain, en raison du passé laissé par les précédents gouvernements, M. Delechède (P.C., Pas-de-Calais), a insisté, comme de nombreux députés socialistes, sur la nécessité de définir des principes clairs à l'égard des grands corps (meilleur accueil des élèves, lutte contre les inégalités et les échecs scolaires, « concertation », M. Savary a été ferme, ainsi que le ministre a rompu avec la politique éducatrice précédente.

Sur la mise en œuvre du changement, en revanche, les choix du ministre restent encore fermes par ses pesanteurs d'une administration qu'un changement de ministre ne peut suffire à mettre rapidement en œuvre. D'autant, a ajouté M. Delechède, qu'on ne peut se contenter de réaliser une réforme de l'enseignement. Le ministre a donc choisi de se laisser tenter par la majorité qui soutient le gouvernement.

La création de dix-sept mille cent cinquante-cinq emplois en 1982, qui constitue la principale novation de ce budget, est le prétexte des critiques de l'opposition. Le système des « douzièmes », qui permet de faire à l'ouverture de nouvelles classes depuis la rentrée de septembre, en en continuant le chômage.

### L'enseignement privé

Le ministre a surtout insisté, de son côté, sur l'importance de concertation et sur la nécessité de mener une « réflexion » avant d'opérer une réforme. Celle-ci devra associer, non seulement les parents et les enseignants, mais aussi les représentants locaux et les associations syndicales. Elle devra être instaurée à propos de la réforme de la loi d'orientation de 1985 sur l'enseignement supérieur, la situation des collèges, la mise en place de la réforme de la formation dans les lycées, les prolongements de la réforme du second degré.

Cette réflexion largement ouverte, le ministre des affaires sociales de l'éducation, lui-même dans le sens des réformes de M. Hameur (P.C., Bouches-du-Rhône), qui a souhaité l'organisation d'un « comité national de réflexion » sur ce qu'il convient de faire en matière éducatrice pour « arrêter la crise actuelle et préparer les années de 2000 à promouvoir un nouveau type de développement, entre une croissance économique et un développement humain, selon le député communiste, ont de « se diriger progressivement et dans la concertation vers la mise sur pied d'un grand service public libre, gratuit et pluriel ».

Il s'agit donc de la question sur l'enseignement privé : la relative modération avec laquelle les députés sont intervenus sur cette question a sans doute été le seul aspect notable de ce débat. Il est vrai que l'augmentation de 22 % des crédits attribués à l'enseignement privé — ce qui est une conséquence de l'explosion de la loi Guennou — a désarmé, pour une part, les ains de l'opposition.

M. Barrot a souligné qu'organiser « la dispersion lente et successive d'un système scolaire » les familles confiant leur enfant « reviendrait à « émigrer » celles-ci et à souligner qu'il convient de refuser à la fois l'émigration du secteur privé — ce qui équivaudrait à sa disparition — et son « enfermement » dans un ghetto. M. Barrot a affirmé que seule la voie contractuelle permettrait de « dépasser la concurrence pour faire jouer la complémentarité ». Mme Mias (P.C., Paris) a répondu, sur ce point, le sentiment de la majorité en soulignant que si le budget pour 1982 applique « progressivement à l'enseignement privé les lois en vigueur », les huit cent trente mille élèves (plus de deux millions d'élèves) qui sont concernés n'ont « aucune garantie pour les années futures ».

Le ministre s'est évertué à calmer des inquiétudes, en rappelant que « rien dans l'histoire du gouvernement ne lui justifie. Des discussions vont s'engager avec tous les intervenants, s'il est expliqué. Ensuite, en 1982, M. Sa-

notamment ceux du groupe communiste, n'ont cessé de dire tout au long de la discussion. Aussi, lorsqu'il a souhaité, au terme de son exposé, que l'Assemblée ait prise conscience de « la volonté de changement qui anime le ministère de l'éducation nationale et son ministre », pouvait-on se demander si M. Savary n'avait pas effectivement formé un vœu, plutôt que résumé le sentiment général. Question de forme sans doute (peut-être un peu plus de passion aurait-elle été nécessaire), mais aussi de fond.

Jeune élève-maître (qui partait pour les vacances et leur formation), a été réajusté, a souligné M. Barrot (P.C., Haute-Saône), et avec lui la commission des affaires culturelles, a souligné que cette expérience ne soit pas reconstruite sur la même base. M. Savary a indiqué qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ». Ce recrutement de « jeunes maîtres » a été réajusté, a souligné M. Barrot (P.C., Haute-Saône), et avec lui la commission des affaires culturelles, a souligné que cette expérience ne soit pas reconstruite sur la même base. M. Savary a indiqué qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

La répartition d'une partie de l'entretien a été soumise par le ministre à la commission des affaires culturelles, a souligné M. Barrot (P.C., Haute-Saône), et avec lui la commission des affaires culturelles, a souligné que cette expérience ne soit pas reconstruite sur la même base. M. Savary a indiqué qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

Le ministre a souligné qu'il ne serait pas possible, pour la rentrée 1982, d'« élever une part d'élève dans la formation des instituteurs ».

### Un ministre de la solidarité nationale, pour quel faire ?

La réponse à cette question ne va pas de soi. L'annonce des crédits du budget de la solidarité nationale par les députés, dans la nuit de mardi 10 à mercredi 11 novembre, n'a pas apporté de réelle justification à la création de cette structure ministérielle, si ce n'est une « occasion de consacrer l'action de trois secrétaires d'État en ce qui concerne les immigrés, la famille et les personnes âgées ».

En réalité, la raison d'être de ce ministère est d'ordre politique : il s'agit de faire prendre conscience à la population de la nécessité de la solidarité nationale. M. Bocquet (P.C., Nord) a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

Le député a souligné que la solidarité nationale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

### assuré, que « les travailleurs trouveront mieux la sécurité sociale que ne l'ont fait les patrons ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), a souligné que la sécurité sociale n'est pas une « affaire de charité mais de justice, non l'assistance mais des droits. Notre tâche est de restaurer l'idée que la justice sociale ne se crée pas par la loi mais par la volonté de la population ».

### LES IMMIGRÉS

Les cotisations budgétaires ne représentent qu'une faible part du financement des services en faveur des populations immigrées dont l'essentiel est pris en charge par le Fonds d'action sociale (F.A.S.) qui tire la majeure partie de ses ressources d'une contribution de la caisse nationale d'éducation familiale. M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

M. Antin a souligné que, pour assurer l'effort de l'État en faveur des immigrés, il est nécessaire de prendre en compte l'action des autres ministères, par exemple celui de l'Intérieur, pour le logement, et mesurer l'impact de l'opération de la police, notamment en ce qui concerne le défilé des associations d'immigrés et le rôle de la politique d'immigration.

## ENVIRONNEMENT : M. Crépeau préfère l'eau du robinet

L'éloquence enjouée, la terre de M. Crépeau, d'y changeant rien ; même si le jugement de M. Masson (U.R.P., Moselle) est un peu abrupt, l'force est de constater que le ministre de l'environnement sera contraint de « racier les fonds de tiroir » pour mettre en œuvre sa politique en 1982.

An service de celle-ci, le maire de La Rochelle apportera au moins un incontestable.

Pour d'une telle ambition, le ministre a ignoré les critiques de M. Masson (U.R.P., Paris), pour qui l'Assemblée n'avait à examiner que la « partie résiduelle » de l'ancien ministre en plusieurs domaines, et a exposé les grandes lignes de l'action qu'il entend mener d'ici-là, pour M. Crépeau, les crédits de l'environnement, sont en augmentation de 36 % sur l'année courante, par rapport à 1981.

Ce budget, « modeste », a-t-il tout de même reconnu, devrait permettre de faire face à quatre priorités : 1) réaliser une certaine pérennisation du prix de l'énergie ; 2) réaliser une certaine pérennisation du prix de l'énergie ; 3) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 4) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 5) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 6) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 7) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 8) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 9) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 10) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 11) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 12) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 13) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 14) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 15) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 16) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 17) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 18) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 19) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 20) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 21) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 22) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 23) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 24) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 25) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 26) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 27) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 28) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 29) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 30) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 31) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 32) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 33) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 34) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 35) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 36) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 37) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 38) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 39) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 40) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 41) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 42) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 43) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 44) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 45) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 46) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 47) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 48) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 49) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 50) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 51) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 52) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 53) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 54) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 55) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 56) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 57) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 58) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 59) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 60) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 61) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 62) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 63) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 64) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 65) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 66) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 67) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 68) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 69) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 70) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 71) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 72) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 73) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 74) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 75) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 76) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 77) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 78) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 79) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 80) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 81) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 82) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 83) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 84) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 85) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 86) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 87) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 88) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 89) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 90) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 91) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 92) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 93) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 94) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 95) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 96) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 97) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 98) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 99) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 100) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 101) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 102) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 103) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 104) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 105) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 106) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 107) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 108) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 109) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 110) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 111) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 112) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 113) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 114) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 115) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 116) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 117) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 118) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 119) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 120) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 121) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 122) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 123) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 124) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 125) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 126) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 127) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 128) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 129) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 130) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 131) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 132) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 133) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 134) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 135) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 136) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 137) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 138) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 139) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 140) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 141) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 142) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 143) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 144) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 145) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 146) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 147) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 148) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 149) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 150) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 151) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 152) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 153) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 154) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 155) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 156) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 157) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 158) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 159) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 160) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 161) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 162) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 163) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 164) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 165) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 166) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 167) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 168) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 169) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 170) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 171) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 172) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 173) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 174) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 175) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 176) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 177) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 178) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 179) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 180) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 181) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 182) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 183) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 184) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 185) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 186) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 187) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 188) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 189) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 190) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 191) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 192) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 193) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 194) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 195) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 196) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 197) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 198) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 199) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 200) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 201) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 202) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 203) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 204) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 205) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 206) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 207) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 208) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 209) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 210) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 211) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 212) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 213) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 214) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 215) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 216) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 217) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 218) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 219) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 220) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 221) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 222) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 223) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 224) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 225) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 226) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 227) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 228) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 229) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 230) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 231) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 232) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 233) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 234) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 235) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 236) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 237) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 238) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 239) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 240) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 241) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 242) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 243) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 244) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 245) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 246) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 247) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 248) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 249) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 250) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 251) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 252) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 253) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 254) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 255) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 256) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 257) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 258) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 259) financer dix centimes d'augmentation du prix de l'énergie ; 260



# Aujourd'hui, la Grèce

## Partir de zéro ou presque

## *Le réveil, la liberté*

Mais ces réactions sont aujourd'hui comme un réveil, dont la cause est la création d'une équipe, qui se dit décidée à mener une vraie politique culturelle peut-être l'occasion. Encore faudra-t-il favoriser la création sans l'encadrer, sans la contrôler. C'est là un risque dont le nouveau ministre, Meline Mercouri, se déclare conscient.

Il est encore trop tôt pour dire si ses ambitions seront suivies d'effets, en particulier dans le contexte économique et social difficile que connaît actuellement la Grèce. Tout au plus peut-on, pour l'instant, prendre acte des Intentions. Et observer avec intérêt, avec empathie, ce frémissement qui parcourt à nouveau un pays qui jusqu'ici considérait que le beau n'était que le luxe, et que le luxe n'est pas, d'une certaine façon, être culturellement mort. — B. P.

## Le monstre administratif

Ses ambitions nouvelles ne dépassent-elles pas de se heurter, aujourd'hui comme hier, et à Athènes comme dans tant d'autres capitales, non pas au mur d'argent mais, au contraire, à la pauvreté budgétaire ? A tout le moins de suite, d'urgence, le gouvernement est-il obligé à cultiver la coopération avec le nouveau ministre. Ce qui se résumait encore par « l'Etat, et je le dis sans perdre de vue les problèmes économiques et sociaux considérables auxquels nous nous trouvons confrontés à notre arrivée au pouvoir. Mais il y a aussi des taxations et des dépenses, et c'est là les choses que l'on peut faire sans dépenser beaucoup d'argent. Par exemple, il faut utiliser le téléphone, les télégraphes, les courriers télégraphiques, les courriers aéronautiques, de cours vagues dans les colonies, etc. »

Déclatément, les socialistes  
grotes ont le nationalisme exa-  
céré. La droite qui gouvernait  
jusqu'au 18 octobre était scémée,  
parmi d'autres péchés, de s'être  
abandonnée aux poisons et aux  
délices — ou plus simplement  
aux facilités — de l'américa-  
nisme. Est-ce à dire que, comme  
M. Jack Lang l'a fait récem-  
ment en France, le nouveau  
ministre grec de la culture va  
jeter l'anathème contre l'indus-  
trie cinématographique améri-  
caine ? « Franchement, non. Nous  
allons revoir le régime fiscal du  
cinéma étranger en général, mais  
il n'est pas question de se lancer  
dans une politique discriminatoire.

*La scène d'*

Mais tout de même, cette politique et socialiste » de la culture, qu'est-ce exactement ? « Je pourrais d'abord répondre, explique Melina Mercouri, que le seul fait d'attacher une grande importance à la culture au niveau gouvernemental est une démarche propre aux socialistes, en tout cas en Grèce. Mais je mesure aussi que, cette « politique culturelle socialiste » ne doit pas être une politique prosocialiste de la culture et qu'il y a toujours un risque de dérapage, pourtant.

La vision de la culture de Melina Mercouri, c'est un peu tout cela, et non pas la rigidité dogmatique, le tendronnement ou le tristement célèbre « réalisme socialiste », assure en retrouvant sa fougue, le ministre, Lequeux, pour rester dans le domaine de ce que ne sera pas son administration, ajoute : « Pas question de devenir ou redevenir le ministre de la copains-d'amis », les copains-d'amis, dit-il, ne sont pas des ministres, mais des élus sans doute modifier la loi électorale pour libérer les ministres de la tentation de rechercher les votes de préférence »

- une politique socialiste de la culture, si nous nous référons à l'ensemble de nos engagements électoraux, en particulier en faveur de la décentralisation. Lorsque existent un soutien et une aide, nous ne pouvons pas promettre à André Papenbrunn, l'attribution de subventions pour ce conseil permettra de développer la vie culturelle en province, de donner à la culture un rôle plus central. D'ailleurs à y a des régions où cette vie culturelle locale existe déjà plus ou moins, mais les difficultés, comme en France, sont énormes. La décentralisation, la déconcentration, l'écoulement des questions du nouveau ministre concernent la poursuite. Pourquoi nous avons consacré une partie des affaires culturelles, pour l'instant nous rapporte avec ces tâches réelles, nous allons nous en occuper. Nous sommes même, nous serons en production.

### La scène du petit écran

en multipliant les interventions personnelles. L'entourage de chaque membre du gouvernement, et le mien en particulier, ont pu consacrer pleinement aux tâches techniques — et si-  
— mais aussi — des tâches politiques — aux réalités hautesment politiques — qui dolent être les siennes. Le temps des subventions électorales est élos. Pas question non plus d'être un ministre — d'être coupé du reste du monde technique. Au contraire, nous allons développer les relations avec les autres administrations, l'éducation, l'enseignement, la coordination économique... » Et les affaires étrangères sans cesse ; ainsi les projets qui, qu'on le veuille ou non, ont abouti à cœur, Malina. Mercouri nourrit élos de lancer une vraie coopération culturelle entre les pays riverains de la Méditerranée.

« La France sera pour nous un partenaire privilégié, précieuse Mellina Mercouri. D'abord parce que c'est la France, et vous savez ce que ce pays a représenté et représente toujours pour moi et pour beaucoup d'intellectuels grecs, ensuite parce que nous avons des rapports particulièrement bons avec le nouveau pouvoir à Paris. Enfin, parce que, comme nous, vous avez un passé prestigieux, mais que nous ne voulons pas imiter votre culture à l'émulation et au souvenir de ce passé. Notre « incomparable passé hellénique » incomparable en effet, la culture grecque a bien failli en passer à l'écart.

Tout cela est encore bien récent, trop pour que Melina Mercouri ait dû donner ses premières citations chiffrées et datées sur son programme. De l'édition au cinéma, de la musique au théâtre, de la peinture au folklore — le vrai — elle mesure que les ambitions et les idées lui manqueront moins que les crédits. Peut-être même Mme le ministre ne sait-elle pas encore très bien où elle va. Mais, du moins, Melina, elle, y va.

**BERNARD BRIGOULEX.**

BERNARD BRIGOULEX

# Othello

lundi 16 novembre 21 h  
**inauguration**  
 d'un nouveau lieu  
 pour la création contemporaine  
 avec  
**la passion de l'insomniaque**  
 d'enzo cormann  
 mise en espace  
 bruno boëlle

le Jardin  
d'hiver

4 bis, cité véron (94 boulevard de clichy) métro blanche  
places 25 F - location théâtre 262.59.49 - fnac - agences

































